



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Productivité et compétitivité dans l'industrie agro-alimentaire italienne

Gildas Segueineau, Roberto Fanfani, Silvia Gatti

Citer ce document / Cite this document :

Segueineau Gildas, Fanfani Roberto, Gatti Silvia. Productivité et compétitivité dans l'industrie agro-alimentaire italienne. In: Économie rurale. N°207, 1992. pp. 17-25;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1992.4429>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_207_1_4429

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Résumé

L'industrie alimentaire italienne a été caractérisée dans la dernière décennie par une relative stabilité en termes de production et d'emploi. Ces bons résultats sont en partie justifiés par les traditionnelles caractéristiques anticycliques du secteur, liées à la stabilité des consommations alimentaires. A côté des facteurs de continuité avec le passé, le secteur fait preuve d'une dynamique interne certainement innovante, et cela donne lieu à d'intensifs processus de restructuration. L'accroissement de la capacité de production n'a pas été lié à une augmentation totale de la dimension des installations. Les investissements et les processus d'innovation ont été corrélés à un fort processus de croissance externe à travers les acquisitions et les fusions. La dynamique du secteur et son importance stratégique dans le cadre du système agro-alimentaire italien a attiré l'intérêt des entreprises étrangères, en devançant en partie la réalisation du marché unique en 1992.

Abstract

Productivity and competitiveness in the italian agro-food industry During the last decade the Italian food industry has been characterized by a relative stability in terms of productivity and employment. The high performance is partly justified by the typical anti-cyclical characteristics of the sector, which are bound to the stability of food consumption. Together with the past, the agro-food sector has shown a quite innovative dynamic trend within itself, in connection with an intense restructuring activity. The increase in production capacity has not been coupled with an increase in the overall plant size. Investments and innovative activities have been connected with a process of external development by means of acquisitions and merger. The dynamic features of the sector and its strategic importance within the Italian economy, have attracted foreign firms, thus anticipating the achievement of the Internal Market due by 1992.

PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTITIVITÉ DANS L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE ITALIENNE

Roberto FANFANI* et Silvia GATTI**

Traduction de Gildas SEGUINEAU

Résumé :

L'industrie alimentaire italienne a été caractérisée dans la dernière décennie par une relative stabilité en termes de production et d'emploi. Ces bons résultats sont en partie justifiés par les traditionnelles caractéristiques anticycliques du secteur, liées à la stabilité des consommations alimentaires. A côté des facteurs de continuité avec le passé, le secteur fait preuve d'une dynamique interne certainement innovante, et cela donne lieu à d'intensifs processus de restructuration. L'accroissement de la capacité de production n'a pas été lié à une augmentation totale de la dimension des installations. Les investissements et les processus d'innovation ont été corrélés à un fort processus de croissance externe à travers les acquisitions et les fusions. La dynamique du secteur et son importance stratégique dans le cadre du système agro-alimentaire italien a attiré l'intérêt des entreprises étrangères, en devant en partie la réalisation du marché unique en 1992.

PRODUCTIVITY AND COMPETITIVENESS IN THE ITALIAN AGRO-FOOD INDUSTRY

Summary :

During the last decade the italian food industry has been characterized by a relative stability in terms of productivity and employment. The high performance is partly justified by the typical anti-cyclical characteristics of the sector, which are bound to the stability of food consumption. Together with the past, the agro-food sector has shown a quite innovative dynamic trend within itself, in connection with an intense restructuring activity. The increase in production capacity has not been coupled with an increase in the overall plant size. Investments and innovative activities have been connected with a process of external development by means of acquisitions and merger. The dynamic features of the sector and its strategic importance within the Italian economy, have attracted foreign firms, thus anticipating the achievement of the Internal Market due by 1992.

INTRODUCTION

L'industrie alimentaire constitue, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'un des secteurs les plus importants de l'industrie italienne. Traditionnellement liée à l'activité agricole, elle fut pendant longtemps un secteur à l'évolution des plus lentes. Elle n'a pas eu, durant les premières années de l'après-guerre, la possibilité de bénéficier des occasions de développement consécutives à l'ouverture des marchés internationaux. D'autres secteurs, favorisés en revanche par une politique économique qui voyait dans l'exportation un élément porteur de l'économie italienne, sont entrés dans la concurrence internationale en adaptant rapidement leurs structures productives

et en rationalisant leurs processus de production. Le développement du secteur alimentaire se heurtait, lui, à un obstacle de taille : la faible demande intérieure, encore caractérisée par une forte auto-consommation. Ainsi, le taux de croissance annuel de la productivité horaire dans l'industrie de transformation alimentaire, pour la période 1953-1963, était l'un des plus bas de l'industrie manufacturière, avec 4,6 %, contre 10,6 % pour l'industrie chimique (A. Graziani, 1973).

Pendant cette période, les forts gains de productivité des secteurs les plus dynamiques ne se traduisant pas par une augmentation substantielle des effectifs, la majeure partie de la main-d'œuvre excédentaire, provenant de

* Università degli Studi di Bologna, Dip. Scienze e Statistiche ed Economiche.
** Università degli Studi di Modena, Dipartimento di Economia Politica.

Cet article a pour origine un travail en commun des deux auteurs. M. R. Fanfani a rédigé les chapitres « Industrie alimentaire et balance commerciale »

et « Les problèmes de distribution », Mme S. Gatti a rédigé les chapitres « La structure agricole du secteur agro-alimentaire », « Les structures des entreprises » et « Le processus de concentration dans les années quatre-vingts ». Les auteurs tiennent à remercier M. Claude Laurent qui, avec ses commentaires, a permis d'améliorer le texte en français.

l'agriculture, se reconvertissait dans le secteur alimentaire, ainsi que dans les secteurs du bâtiment et du textile et dans le tertiaire, rendant plus délicate encore la situation de ces derniers.

Dans les années soixante, la croissance de la demande intérieure, liée à la hausse des revenus, mais aussi aux phénomènes de plus en plus évidents de migration et d'urbanisation de la population, permet de développer l'activité de transformation agro-alimentaire et d'étendre aux entreprises de ce secteur les innovations mises en œuvre précédemment dans les secteurs les plus avancés. C'est pendant ces années qu'apparaissent en Italie les premiers problèmes importants de déficit agro-alimentaire, provenant de la difficulté que rencontre le secteur agricole à répondre à la demande du secteur alimentaire, aussi bien en termes de quantité que de prix. Des produits tels que la viande et le lait seront de plus en plus importés des autres pays de la CEE, ce qui permettra de développer l'activité des grandes entreprises italiennes de ce secteur. L'essor qui se profile pour le secteur alimentaire s'accompagne une fois encore de deux phénomènes extrêmes : dans une zone à fort développement économique et à forte production agricole s'établissent et se développent les structures productives les plus évoluées, favorisées par un marché local qui perd rapidement ses caractéristiques de dispersion, qui rendaient si difficile la gestion de l'activité commerciale, tandis que le gros des entreprises de ce secteur reste constitué de petites structures artisanales aux débouchés commerciaux limités.

Parallèlement à une politique industrielle qui prête peu attention aux petites structures de production et aux secteurs les plus traditionnels, l'intervention des institutions dans le domaine de l'agro-alimentaire s'intensifie pendant les années soixante, aussi bien dans le domaine agricole, avec le début de la politique agricole commune et la mise en œuvre des Piani Verdi (1) à l'échelle nationale, que dans le domaine industriel, où l'entrée des participations d'Etat dans l'industrie de transformation alimentaire, par l'intermédiaire de la SME (Società Meridionale Elettrica) et de la SOPAL (Società Partecipazioni Alimentari), permet de constituer pour la première fois peut-être dans ce domaine une structure italienne de grande dimension.

Pendant les années soixante-dix, l'essor de l'industrie alimentaire italienne se poursuit parallèlement à celle de la demande intérieure. Dans le domaine agricole, le phénomène de concentration et de spécialisation de la production s'accroît, surtout en plaine, avec une augmentation particulière de la production zootechnique et son organisation en structures productives de plus en plus industrialisées et géographiquement concentrées. Dans la transformation agro-alimentaire, ce sont les systèmes territoriaux qui s'affirment, caractérisés par la présence de petites et moyennes entreprises fortement intégrées entre elles et dans l'ensemble du tissu institutionnel et productif (2).

1. Piani Verdi (littéralement : Plans Verts) : forme d'intervention et de planification de l'Etat pour le développement agricole, (note du traducteur).
2. Pour une analyse de ces structures et une étude des approches théoriques relatives on consultera R. Fanfani et E. Montresor, 1991. Pour une analyse

C'est probablement dans les années quatre-vingts, que le cadre caractéristique de l'industrie de transformation alimentaire revêt des aspects novateurs. Ce secteur est passé particulièrement vite du stade de secteur « tampon », amortissant les contre-coups du développement économique -étant donné la relative rigidité de la demande par rapport aux variations des revenus-, à celui d'un secteur de grand intérêt pour les dynamiques de développement des grands groupes industriels italiens et étrangers. Ce développement a eu lieu dans une période de rénovation et de modernisation en profondeur des structures de distribution, qui a rendu ce secteur plus facilement influençable et pénétrable par la production étrangère. Les phénomènes de réorganisation des groupes et des plus grandes entreprises, avec l'élaboration de stratégies de développement non plus à l'échelle nationale, mais à l'échelle européenne et mondiale, ont profondément modifié la structure du secteur.

Le but principal de ce travail est de présenter un cadre de la situation actuelle du secteur alimentaire italien, en mettant en évidence certaines spécificités qui permettent d'en comprendre la récente évolution ainsi que les futurs développements possibles.

LA STRUCTURE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

L'industrie alimentaire italienne occupe aujourd'hui la troisième place dans l'industrie de transformation et réalise en 1988 plus de 26 000 milliards de lires de valeur ajoutée, soit 10,6 % du total. Elle se place, par ordre d'importance, après le secteur de la mécanique (36,1 %) et le secteur textile-habillement-cuirs et peaux-chaussures (16,8 %). A la différence de ces deux secteurs, qui ont vu augmenter leur importance relative à l'intérieur de l'industrie de transformation, le secteur alimentaire, après une baisse de 3,8 points de 1970 à 1979, a atteint dans les années 80 des valeurs qui se sont maintenues entre 10,6 % et 11,1 % (graphique 1).

Graphique 1. - Valeur ajoutée des IAA (poids sur les industries de transformation)

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : ISTAT (Istituto Centrale di Statistica).

En termes d'emploi, l'industrie alimentaire avec 388 000 salariés, se place au quatrième rang, et représente 7,7 %

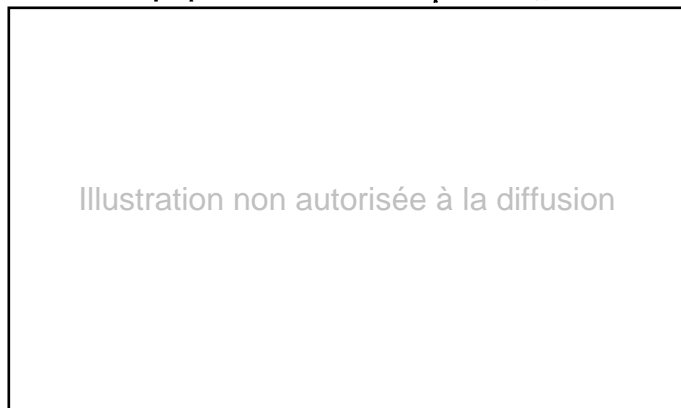
d'exemples particulièrement significatifs de districts agro-alimentaires on consultera : Bertolini P., Fanfani R., Giovannetti E., 1988 ; Brigo L., Fiorani L., Gatti S. 1991.

de l'effectif global de l'industrie de transformation italienne, après le secteur de la mécanique (34,6 %), le secteur du textile, de l'habillement et du cuir (23,3 %) et celui du bois et de l'ameublement (7,8 %). Le poids du secteur alimentaire, au sein de l'industrie de transformation, est resté pratiquement constant pendant les vingt dernières années, oscillant entre 7,4 % et 7,9 % du total des salariés (graphique 2). Par rapport aux années soixante-dix, où l'évolution de l'emploi était à l'augmentation, dans les années quatre-vingts, le processus de restructuration de l'industrie alimentaire a vu, jusqu'en 1987, une réduction des effectifs de 12,7 %. En 1988, s'est produite seulement une inversion de tendance, avec une légère augmentation des effectifs (+ 0,3 %) (graphique 3).



Source : ISTAT.

Graphique 3. - Evolution de l'emploi dans les IAA



Source : ISTAT.

Durant les deux dernières décennies, l'industrie alimentaire italienne s'est caractérisée par une productivité du travail plus élevée par rapport au reste de l'industrie de transformation (graphique 4), due à une meilleure évolution de la valeur ajoutée (aux coûts des facteurs et à prix courants) par rapport à celle de l'emploi (graphique 5). L'analyse de la valeur ajoutée à prix constants (graphique 6) met en évidence un ralentissement des gains de productivité dans l'industrie alimentaire entre 1981 et 1985, avec une augmentation annuelle moyenne de 1,3 %, contre 5,4 % pour l'ensemble de l'industrie de transformation. Dans la période qui suit, en revanche, on observe une nette reprise de l'activité dans le secteur agro-alimentaire. En ce qui concerne les structures de l'emploi, la présence plus massive, dans l'industrie alimentaire, d'entreprises de petite dimension justifie en partie le plus

grand nombre de travailleurs indépendants, qui représentaient, en 1988, 18,7 % du total. La nouvelle augmentation du nombre des travailleurs indépendants, également dans l'industrie de transformation après 1980, peut être expliquée par la décentralisation progressive de l'activité productive en unités satellites plus flexibles et par la présence plus marquée des entreprises de service et de sous-traitance. Ce processus est parfaitement démontré par la diminution des unités de grande dimension dont il sera question plus avant.

Graphique 4. - Productivité du travail dans l'industrie alimentaire



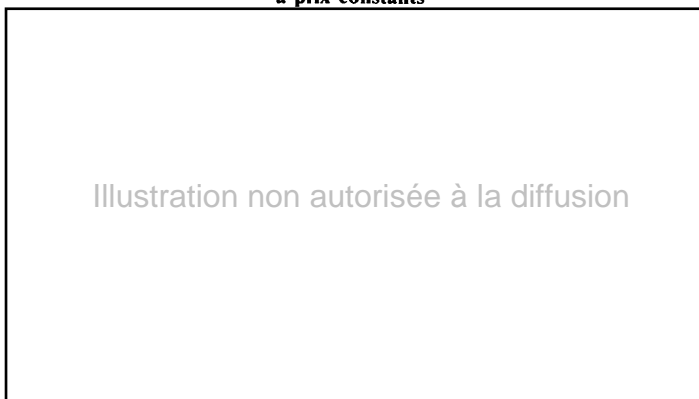
Source : ISTAT.

Graphique 5. - Evolution de la valeur ajoutée (VA) et de l'emploi dans l'industrie alimentaire



Source : ISTAT.

Graphique 6. - Productivité du travail dans l'industrie alimentaire à prix constants



Source : ISTAT.

Le manque de données plus détaillées concernant les investissements pour les différents secteurs industriels ne

permet pas d'établir une comparaison convenable entre les dynamiques en œuvre (3). Les anciennes données de la comptabilité nationale mettent cependant en évidence que le poids relatif des investissements de l'industrie alimentaire, par rapport à ceux de l'industrie de transformation, n'a cessé d'augmenter durant les années quatre-vingts, jusqu'à atteindre 11,3 % en 1986, alors qu'il dépassait à peine 8 % en 1970. L'investissement par salarié en liras constantes 1970 est passé, pendant la période 1970-1985, de 473 000 à 554 000 liras, alors qu'il a diminué dans les autres secteurs de l'industrie de transformation. L'intensité capitalistique a toujours été supérieure dans l'industrie de transformation alimentaire (11,1 millions de liras) à celle de l'ensemble de l'industrie de transformation (9,7 millions de liras en 1985).

Selon les enquêtes de l'ISCO (Istituto della Congiuntura), l'industrie alimentaire est l'une des rares à avoir augmenté de façon sensible sa propre capacité de production, contrairement à l'industrie de transformation qui a en général orienté ses investissements dans le sens de la rationalisation et de la modernisation de l'outil de production. En utilisant un système de calcul indirect, basé sur le rapprochement de l'indice de production industrielle et du degré d'utilisation de la capacité de production, on arriverait à déterminer que six secteurs seulement auraient accru leur capacité de production pendant la période 1980-1986, et que seuls le secteur des cuirs et peaux (+ 14,4 %) et celui de l'imprimerie (+ 15,1 %) l'ont augmentée plus que l'industrie alimentaire (+ 10,1 %).

Ainsi l'industrie alimentaire se présente-t-elle comme l'un des secteurs où l'on a le plus investi et où la capacité de production a augmenté conformément au moindre processus plus lent de restructuration réalisé dans ce secteur. Il s'avère en tout cas assez difficile de distinguer nettement les effets produits sur la croissance de ce secteur par les deux types d'investissements (augmentation de la capacité de production ou remplacement des unités de production), puisque la productivité de ces unités et leur degré d'utilisation apparaissent en grande partie liés à l'évolution de la demande.

Non sans rapport avec le problème du développement et de la modernisation du stock de capital, est la question de l'introduction d'innovations au niveau de la production et du produit. L'enquête effectuée en 1985 par l'ISTAT, en collaboration avec l'Istituto Nazionale delle Ricerche (4), a révélé un moindre degré d'innovations dans les activités les plus traditionnelles et une corrélation positive entre l'importance du chiffre d'affaires et l'innovation. Pour ce qui est de l'industrie alimentaire italienne, les innovations ont touché une grande partie des entreprises, sans pour cela atteindre le niveau moyen de l'ensemble de l'industrie de transformation (69,3 %). Les innovations ont été développées dans 65,2 % des entreprises alimentaires de base et dans 70,6 % des industries du sucre, des boissons et du tabac. Pour les premières,

le plus fort pourcentage d'innovations concernait les processus de production (29,7 %), alors que les secondes ont donné plus d'importance aux innovations conjointes de processus et de produits (36,5 %).

INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET BALANCE COMMERCIALE

Le déficit agro-alimentaire italien, après avoir connu une forte expansion entre 1965 et 1975, compte parmi les problèmes les plus sérieux rencontrés dans la gestion de la politique agro-alimentaire nationale. A l'origine de ce déficit, on trouve la croissance rapide de la demande alimentaire italienne et la difficulté de développer la production agricole, surtout pour des produits comme le lait, la viande et les aliments pour animaux, pour lesquels l'agriculture italienne n'a pas de véritable vocation. D'autre part, le développement des exportations italiennes a toujours été assez limité, tant pour les fruits et légumes que pour les produits transformés.

Le ralentissement de la flambée des prix des produits énergétiques a mis en évidence, dans les années quatre-vingts, -et de façon plus nette encore que par le passé- l'importance du problème du déficit alimentaire en Italie. En 1987, il dépassait même le déficit pétrolier et, en 1988, le déficit global approchait les 18 000 milliards de liras, dont plus de 11 000 pour le secteur agricole et 6 200 pour l'industrie alimentaire.

Le secteur de la transformation alimentaire se trouve être l'élément propulseur des importations d'inputs agricoles. Cela engendre de graves déficits, en perpétuelle augmentation pour les productions fourragères et animales, qui atteignaient, en 1988, 9 700 milliards de liras d'importations, soit 50 % du total des importations agro-alimentaires. La partie la plus lourde du déficit concerne les bovins, vivants et en carcasse, (3 600 milliards), et les produits laitiers (2 900 milliards).

Au sein de l'industrie de transformation italienne, le secteur de la transformation alimentaire affiche une tendance inverse à celle des deux autres principaux secteurs, qui présentent des soldes largement positifs. Les produits mécaniques ont en effet atteint, en 1988, 11 milliards d'excédent, le textile et l'habillement affichant environ 18 milliards d'excédent. Contrairement à ces secteurs industriels qui sont eux aussi gros importateurs de matières premières, le secteur alimentaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande intérieure en produits transformés et présente une faible capacité à l'exportation. L'importation du lait, qui est pour l'essentiel destiné à la consommation nationale de lait et de fromage, et non à la production pour l'exportation, est un cas typique (5). Seul le Parmigiano Reggiano reste étroitement lié à la production laitière locale, mais il présente une faible capacité à l'exportation.

3. Voir les précisions bibliographiques données dans la note 2 de bas-de-page, et les références bibliographiques en fin d'article.

4. L'ISTAT a fourni en 1991 une nouvelle série de comptabilité nationale, tenant compte de ce qu'il convient d'appeler « les statistiques de l'économie souterraine », qui concernent l'ensemble des activités statistiquement difficilement appréhendables, soit parce qu'elles se déroulent dans de toutes petites struc-

tures, soit parce que les intéressés tendent à en dissimuler l'existence. A ce propos, consulter U. Trivellato, (1987).

5. Les exportations de fromages italiens se chiffraient à 432 milliards de liras en 1988 (532 en 1989) contre 1580 milliards de liras d'importations (1665 en 1989). Une comparaison des prix moyens à l'importation et à l'exportation (4937 contre 6857 liras au kg.) met toutefois en évidence une meilleure qualité des produits exportés.

La plupart des échanges de produits agro-alimentaires italiens sont réalisés avec les pays de la CEE (64 % des échanges en 1983, 75,3 % en 1986). Pour ce qui est des produits transformés, l'Italie affiche un déficit vis-à-vis de tous les pays de la CEE sauf la Grande-Bretagne, avec laquelle toutefois le volume de l'excédent diminue progressivement.

On observe pourtant parmi les produits transformés quelques performances positives. En valeur absolue, les excédents les plus conséquents concernent le secteur viticole (40 % du chiffre d'affaires total à l'exportation) et celui des conserves alimentaires de fruits et légumes (24 % à l'exportation), alors que la spécialisation la plus forte et la plus stable pour exporter reste l'apanage des produits typiques tels que les pâtes alimentaires, le vermouth, les farines et le riz. Le potentiel d'amélioration de ces secteurs n'est pas négligeable. Pourtant les difficultés ne manquent pas. Les habitudes alimentaires différentes et le protectionnisme institutionnalisé ou informel, dont ont bénéficié les structures nationales italiennes, ont jusqu'à présent constitué un formidable obstacle à la pénétration étrangère. Il faut ajouter à cela la faiblesse chronique des structures productives des secteurs les plus traditionnels de l'agro-alimentaire, qui présentent les caractéristiques les plus marquées de fragmentation de la production et de l'organisation des entreprises.

LES STRUCTURES DES ENTREPRISES

Le secteur industriel

En 1981, le recensement de l'industrie italienne a dénombré 48 437 entreprises actives dans le secteur alimentaire. Le nombre des unités locales s'élevait à 53 000, soit une augmentation de 7,2 % par rapport au recensement de 1971. Le secteur agro-alimentaire italien présente donc une structure fortement caractérisée par les petites entreprises artisanales. En effet, 76,4 % des entreprises recensées étaient artisanales, avec une dimension moyenne de 8,6 salariés. 79 % des 53 000 unités locales emploient moins de cinq personnes, et 5 % seulement en emploient plus de vingt. Cependant, l'importance des entreprises comptant plus de vingt personnes est considérable. Elles représentent 57 % des effectifs et produisent plus de 50 % de la valeur ajoutée globale du secteur.

L'importance en nombre des unités locales de très petite taille et de structure artisanale est accrue par le fait que dans ce secteur sont pris en compte jusqu'aux plus petits ateliers artisanaux. Une analyse des différentes branches de l'industrie alimentaire met en relief cette caractéristique : 84,2 % des unités locales et 69,5 % des effectifs se concentrent dans l'industrie alimentaire de base. Le groupe d'activité le plus important est celui de la boulangerie, pâtisserie et biscuiterie, avec 42,8 % des unités locales et 27,7 % des effectifs de cette branche. On trouve dans ce groupe un grand nombre d'unités artisanales (93,3 % pour la boulangerie) dont l'activité est souvent plus proche de l'activité commerciale. Le pourcentage d'unités artisanales est sensiblement plus faible dans la production de biscottes (70 %).

L'industrie de base présente en termes d'effectifs, par unité locale, une dimension moyenne (6,2 salariés) inférieure à celle de l'industrie alimentaire dans son ensemble (7,9) ou à celle du sucre, des boissons et du tabac (17,1). Au sein de cette industrie de base, les dimensions

les plus importantes concernent l'industrie des produits amylacés (66,7 salariés), des conserves de poisson (29,2) et de légumes (23,9). La plus faible dimension moyenne est celle de l'industrie de la meunerie, avec 3,8 salariés. Dans ce cas également, la faible dimension est liée à la présence de centres de service de petite taille.

Dans les industries du sucre, des boissons, des autres produits alimentaires et du tabac, c'est l'industrie des produits alimentaires divers qui pèse le plus lourd, avec 3,9 % des établissements et 7 % des effectifs de l'ensemble de l'industrie alimentaire, et plus précisément les activités relatives au thé, au café et à ses succédanés, avec 54,6 % des établissements et 28,9 % des effectifs de cette branche. La plus forte concentration d'effectifs par établissement fait que certaines activités de ce groupe n'ont pas le même poids en termes d'unités locales et en termes d'effectifs. Les industries du tabac et du sucre ont un poids négligeable en terme d'établissements, avec respectivement 0,3 et 0,2 % du total, mais représentent une part importante des effectifs, atteignant respectivement 4,5 et 3,5 % du total. En effet, dans la deuxième classe d'activités des industries alimentaires, à côté des activités traditionnelles étroitement liées à l'activité agricole, comme le secteur viticole, on trouve les activités qui peuvent utiliser au mieux les économies d'échelle, comme les industries du sucre, de l'alcool, des aliments pour animaux, de la bière et des eaux minérales. La grande dimension a permis, outre des économies techniques, le développement d'une structure d'organisation et de marketing. C'est dans certaines de ces activités, comme l'industrie du sucre par exemple, que l'on observe depuis la fin des années soixante, les processus de concentration les plus importants.

Les activités liées à l'agriculture

Le secteur des activités liées à l'agriculture s'est affirmé comme l'un des plus dynamiques de l'agro-alimentaire italien ces dernières années, au moins en termes d'effectifs et de créations d'entreprises. En 1981, le secteur a atteint le nombre de 17 300 entreprises et de 183 000 établissements, employant 97 400 personnes, soit une augmentation de 116,7 % en termes d'établissements et de 128 % en termes d'effectifs depuis 1971 (D. Casati, 1987).

Parmi les activités liées à l'agriculture, celles qui sont réalisées au sein des exploitations agricoles rassemblent la plupart des établissements (67,2 %), mais en termes d'effectifs ce sont les activités réalisées sous une forme associative qui atteignent 64,9 %. Les structures associatives revêtent un intérêt particulier car elles présentent une dimension moyenne élevée (10,8 travailleurs pour 7,9 dans l'industrie alimentaire). Si, d'un côté, leur activité n'est nullement éloignée de celle des entreprises industrielles, de l'autre leur forme juridique (coopérative ou consortium) les met en contact direct avec la réalité agricole. C'est dans ces structures que s'effectue par exemple, en Italie, la première transformation de 63 % du beurre, 47 % des fromages, 43 % des fruits, 37 % des surgelés et 38 % du vin.

La présence massive de ces structures dans les zones à plus forte vocation agricole d'Italie (plus de 70 % de leur chiffre d'affaires est réalisé par les coopératives agri-

coles du nord-est) a permis d'y établir un meilleur contact entre producteurs agricoles et industries de transformation et de distribution. Toutefois, ces structures affrontent plus difficilement les problèmes de restructuration de l'agro-alimentaire. A cause de leur histoire et de leur structure, les coopératives ont abordé les difficultés du début des années quatre-vingts avec un niveau élevé de sous-capitalisation et avec des contraintes structurelles qui les ont empêché de réaliser le processus de restructuration que les entreprises privées ont, elles, rapidement mis en œuvre. Les coopératives sont toutefois plus largement présentes dans les activités où l'industrie peut réaliser de plus grands bénéfices, comme par exemple dans la vinification, la transformation et la conservation des fruits, la transformation du lait en fromages typiques comme le Parmigiano Reggiano. L'autre avantage possible pour ces entreprises est de pouvoir être reliées aux coopératives de distribution, même si jusqu'à présent ces rapports n'ont pas été suffisamment exploités (6).

LE PROCESSUS DE CONCENTRATION DANS LES ANNEES QUATRE-VINGTS

Dans un secteur alimentaire où, comme nous l'avons vu précédemment, cohabitent des structures de production de très petite dimension avec un petit groupe de moyennes et grandes entreprises capables de réaliser la moitié du chiffre d'affaires total du secteur et où la rentabilité atteint un bon niveau (avec, dans les années quatre-vingts, un taux moyen de 13,2 % de croissance pour les bénéfices bruts), les incitations à la réorganisation de l'activité d'entreprise et à l'intérêt des sociétés financières pour les entreprises des secteurs les plus dynamiques ne manquent pas.

Les rachats, les fusions et les accords commerciaux et technologiques sont la manifestation évidente du processus de restructuration en cours dans le secteur agro-alimentaire italien. Les acquisitions, en particulier, ont été très nombreuses, le secteur alimentaire enregistrant presque 10 % des acquisitions recensées en Italie par le Laboratoire de Politique Industrielle de Nomisma pour la période 1983-1988 (P. Bianchi et al., 1988). Les autres secteurs d'activité également concernés par ce processus sont la chimie (11,1 %) et le secteur de la mécanique (9,4 %) alors qu'il a été beaucoup moins marqué dans les autres secteurs industriels italiens (tableau 1).

Sur l'ensemble des opérations effectuées dans le secteur alimentaire (258 cas pour la période 1983-1988), une grande partie portait sur la prise de participations majoritaires ou totales (136), minoritaires (67) ou sur des achats de marques (26), tandis que les fusions ou les acquisitions complémentaires à dessein majoritaire ont été peu nombreux.

L'analyse des acquisitions met en évidence la façon dont les entreprises alimentaires, grandes ou petites, ont tendance à privilégier la croissance externe par des rachats d'autres entreprises qui opèrent aussi dans le secteur ali-

mentaire : les acquisitions intra-sectorielles constituent en effet plus de 85 % des cas. Les grandes entreprises qui font plus de 500 milliards de lires de chiffre d'affaires affichent une tendance plus forte à la diversification, au sein même du secteur alimentaire, alors que les entreprises de plus petite taille, en poursuivant un processus de concentration, privilégient une stratégie de spécialisation. Les acquisitions d'entreprises extérieures à l'agro-alimentaire ont souvent concerné des exploitations agricoles ou des entreprises de distribution, ce qui souligne le caractère synergique de ces opérations et le manque de véritable diversification.

La tendance générale qui apparaît dans les années quatre-vingts est la prédominance, pour les entreprises italiennes, d'un objectif de croissance externe par rachat, acquérant ainsi des parts de marché de plus en plus importantes pour un même produit, selon une stratégie qui semble conduire à la constitution, sur le marché intérieur, de véritables oligopoles pour les différents produits. Ce phénomène a été particulièrement accentué dans les secteurs des pâtes alimentaires, des viandes et des eaux minérales. Cette stratégie est généralement adoptée par les entreprises alimentaires italiennes pour faire face à la concurrence nationale et internationale.

Dans ce contexte, la stratégie des groupes industriels et financiers, capables de gérer des entreprises de structures et de tailles différentes dans une logique d'intégration et de maintien d'une grande flexibilité, acquiert, même en Italie, de plus en plus d'importance.

La présence étrangère dans les rachats d'entreprises agro-alimentaires italiennes a été particulièrement forte et supérieure en nombre à la présence italienne dans les rachats d'entreprises agro-alimentaires étrangères. Les rachats par des entreprises agro-alimentaires étrangères constituent 34 % des rachats effectués ces cinq dernières années et concernent différentes branches du secteur alimentaire italien, avec une diversification liée aux activités des groupes étrangers. Ces rachats sont réalisés pour 30 % d'entre eux par des groupes hollandais, pour 21 % par des groupes français, et pour 11 % par des groupes suisses et britanniques. Les rachats effectués par des sociétés américaines représentent 19 % du total.

Les rachats effectués par des entreprises italiennes à l'étranger constituent seulement 24 % des rachats recensés ces cinq dernières années, et ont été effectués en particulier en France (30 %), en Espagne (14 %) et aux Etats-Unis (18 %). La présence étrangère en Italie et italienne à l'étranger révèlent un fort dynamisme au niveau européen qui fait penser à une anticipation de l'ouverture des frontières de 1993 de la part des entreprises agro-alimentaires de la CEE.

Parmi les principaux acteurs de ces processus de fusions et de rachats, on trouve les plus grands groupes financiers italiens : le groupe De Benedetti, avec Buitoni qui a été repris par Nestlé, IFIL, la société financière de FIAT,

6. Pour avoir un cadre des rapports économiques et politiques entre les coopératives, en particulier celles qui adhèrent à la « lega delle cooperative », consulter Gatti S. (1989).

Tableau 1. - Répartition par secteur des entreprises ayant opéré des acquisitions ou fait l'objet d'acquisition
(1983 - 1^{er} semestre 1988)

Illustration non autorisée à la diffusion

Les chiffres donnés prennent en compte les acquisitions et cessions majoritaires
ayant eu lieu entre entreprises n'appartenant pas à une même société.
Source : Banque de données, Laboratorio di Politica industriale, Nomisma.

engagée avec BSN Gervais-Danone dans de nombreuses opérations en Italie et à l'étranger, le groupe Ferruzzi, qui a affirmé ses caractéristiques de groupe international. La Rinascente (grande distribution), du groupe Berlusconi, a élargi ses activités à l'agro-alimentaire. Le groupe Cremonini, INALCA, a fait preuve d'une grande vivacité dans les processus de rachats, en restant, contrairement aux autres groupes, étroitement lié au secteur de transformation de la viande et en portant une attention particulière à son intégration dans les structures de distribution. Les entreprises coopératives ont, elles aussi, amorcé progressivement un processus de fusions et de rachats en Italie comme à l'étranger. L'aspect probablement le plus intéressant dans ce domaine concerne l'unification progressive de certaines coopératives parmi les plus importantes, comme le CERPL-Granarolo et Giglio (Consorzio Emiliano Romagnolo Produttori Latte), qui occupent respectivement la vingtième et la dix-neuvième place au classement des plus grandes entreprises du secteur alimentaire en Italie (tableau 2) alors que la fusion des plus grosses coopératives de transformation de la viande est plus récente.

Tableau 2. - Les premières entreprises de l'industrie alimentaire en Italie (en milliards de liras de chiffre d'affaires)

Source : Il Mondo Economico, 13 octobre 1990.

La présence des grands groupes multinationaux en Italie remonte déjà au début des années soixante, avec Del Monte par exemple, dans les conserves de fruits et légumes, conséquence logique d'un lien économique et financier très étroit avec les interventions économiques des alliés dans les années de la reconstruction. Le processus d'internationalisation de l'industrie alimentaire au cours des années quatre-vingts, comme nous l'avons vu précédemment, touche un champ d'entreprises plus large. Il concerne aussi les petites et moyennes entreprises, mais, surtout, il ne se réalise plus sous forme de créations directes d'établissements, mais au contraire sous forme de relations plus articulées qui vont des accords techniques et commerciaux aux rachats et fusions.

Le secteur public, qui n'a jamais affronté en termes de politique économique la question de sa présence dans ce secteur, a été pratiquement absent dans le processus de transformation des rapports entre agriculteurs et industries en Italie. Dans ce pays, les entreprises publiques opérant dans le secteur agro-alimentaire se placent dans les

cinq premiers groupes italiens en termes de chiffre d'affaires. La SME, qui regroupe des entreprises opérant dans le secteur de l'agro-alimentaire, est l'objet ces dernières années d'un débat animé autour des hypothèses controversées de privatisation et autour des propositions qui l'intégreraient organiquement dans un « pôle agro-alimentaire italien » dont feraient partie des entreprises à participation étatique et des coopératives. Mais on n'a pas encore vu de signe tangible d'une définition d'un programme de restructuration réellement opérationnel.

LES PROBLEMES DE DISTRIBUTION

Le problème de la distribution dans le secteur agro-alimentaire revêt en Italie une importance et des caractéristiques particulières par rapport aux autres pays d'Europe. Bien que le nombre des licences commerciales pour la distribution des produits alimentaires (y compris le commerce ambulancier) ait sensiblement diminué de 1981 à 1985 (9,9 %), passant de 413 550 à 372 624 unités, avec une baisse deux fois supérieure à celle observée au cours de la décennie 1971-1981, le poids des structures du petit commerce non spécialisé reste considérable par rapport à la situation des autres pays européens. Dans le même temps, les structures de la grande distribution se sont nettement développées et le nombre des supermarchés, en particulier, est passé de 609 en 1971 à 2 391 en 1986, avec une augmentation de la superficie de vente, qui a presque quadruplé.

Malgré les actuelles transformations, le système de distribution italien souffre encore d'une grande dispersion. Bien qu'elle réussisse difficilement à s'imposer au-delà des zones urbaines et de l'Italie du nord et du centre, la distribution organisée constitue cependant un point de repère pour l'expansion des entreprises agro-alimentaires. La possibilité de passer des accords au niveau de l'approvisionnement avec les grandes structures de distribution permet aux entreprises, qui voudraient afficher leur propre marque, de surmonter l'obstacle de taille que représente la fragmentation du commerce de détail. A ce propos, il suffit de considérer qu'en Italie une grande entreprise diversifiée, pour réaliser 80 % de son chiffre d'affaires, doit contacter et approvisionner périodiquement, directement ou indirectement, 100 000 points de vente au détail. Cependant les choses évoluent rapidement, et pour les années quatre-vingt-dix, la Nielsen prévoit que pour atteindre 50 % de leur chiffre d'affaires national, les entreprises alimentaires devront couvrir 14 000 points de vente, ce qui représente une diminution de 55 % par rapport à 1988.

Parmi les principaux objectifs des processus de restructuration en cours dans les entreprises agro-alimentaires italiennes, on trouve celui d'adapter les structures de commercialisation aux nouvelles exigences de la distribution organisée, mais la forte persistance des anciennes structures exige la possibilité d'un appareil très souple, capable de s'adapter aussi bien aux divers marchés locaux qu'aux grandes surfaces de vente.

La lente transformation du système de vente italien, centré sur une myriade de petites unités non spécialisées, a représenté sans aucun doute une protection indirecte pour les entreprises agro-alimentaires italiennes, vis-à-vis des concurrents étrangers, dans l'acquisition des parts de

marché importantes. Le marché italien est plus facilement accessible aux entreprises de petite dimension opérant à l'échelon local et aux entreprises nationales assez puissantes pour mettre en œuvre des systèmes de distribution spécifiques au niveau national. L'intérêt croissant des industries étrangères, pour le rachat d'entreprises agro-alimentaires italiennes ayant de bons réseaux de distribution et des marques de qualité, découle certainement d'une tentative de contourner l'obstacle d'une structure de distribution fermée et d'acheter indirectement des réseaux de distribution pour leurs propres produits sur le marché italien.

CONCLUSION

Le secteur agro-alimentaire italien constitue un élément important du système économique de ce pays, avec une valeur ajoutée estimée récemment (1989) à environ 200 000 milliards de liras, dont à peu près 37 000 pour l'activité agricole, 26 000 pour l'industrie de transformation et 87 000 pour le secteur de la commercialisation et de la distribution. L'industrie alimentaire se présente comme l'un des principaux secteurs de transformation industrielle. Son développement a été assuré par une demande alimentaire intérieure stable ou croissante, ainsi qu'un marché jusqu'à présent foncièrement protégé de la pénétration des concurrents étrangers par les habitudes alimentaires et la structure du système de distribution.

Les processus de transformation en cours semblent créer, à la structure productive de l'industrie alimentaire italienne, des difficultés croissantes en ne favorisant les activités agricoles et de transformation que dans les régions les plus riches du pays, où se forment des zones à forte spécialisation productive. Dans certaines zones, l'étroite collaboration entre l'agriculture et l'industrie alimentaire a permis aux petites et moyennes entreprises de constituer de véritables « districts agro-alimentaires ». Cette réalité explique en partie la persistance en Italie d'un tissu économique de petites et moyennes entreprises beau-

coup plus étendue que celui des autres pays. La situation s'avère au contraire beaucoup plus préoccupante dans les régions agricoles sujettes à une forte marginalisation et particulièrement dans le sud, où les systèmes agro-industriels se développent difficilement et dont les productions agro-alimentaires les plus typiques ne parviennent à être compétitives sur les marchés nationaux pas plus que sur ceux européens.

Le processus de restructuration de l'industrie agro-alimentaire italienne en cours dans les années quatre-vingts s'est déroulé parallèlement à un phénomène de grande envergure de modernisation du système distributif, qui a vu la diminution du nombre des magasins traditionnels et le développement rapide de la grande distribution. Les phénomènes de concentration des entreprises italiennes et de création de grands groupes ont été menés par des processus de rachat des petites et moyennes entreprises ayant leur propre marque. Bien que les fusions et les rachats d'entreprises aient eu lieu à l'intérieur du secteur alimentaire, il faut souligner le grand intérêt à investir dans ce secteur de la part des plus grands groupes financiers italiens, souvent motivés non seulement par des raisons purement financières, mais aussi par des questions de diversification.

L'intégration européenne et la réalisation d'un marché unique accentueront les processus de transformation en cours dans l'industrie agro-alimentaire italien. Le phénomène de pénétration et l'intérêt de l'industrie européenne vis-à-vis de l'Italie continueront probablement, de même que les grands groupes italiens feront en sorte de se doter d'une stratégie européenne. L'adaptation des structures productives aux exigences techniques et sanitaires requises par les normes de la CEE représente, au contraire, pour les petites et moyennes entreprises italiennes un obstacle au maintien du niveau de compétitivité suffisant pour affronter les productions étrangères et en particulier européennes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERTOLINI P., FANFANI R., GIOVANNETTI E. (1988). — Valutazione degli effetti della produzione D.O.C. sulla filiera del parmigiano reggiano, Atti del convegno « agricolture régionales : concurrence et politiques économiques, Espagne, France, Italie », Montpellier, 25-27 avril 1988.

BIANCHI P., GUALTIERI G., PANCALDI A., SASSATELLI M. (1988). — Determinanti delle acquisizioni in Italia. In « **Ristrutturazione economica e finanziaria delle imprese** », Roma, Banca d'Italia, 1988.

BRIGO L., FIORANI L., GATTI S. (1991). — Il distretto della carne suina a Modena. *Materiali di discussione* 40 %, Bologna, 1991.

CASATI D. (1987). — Evoluzione strutturale dell'industria agroalimentare. In *Italia agricola*, gennaio-marzo 1987.

FANFANI R., MONTRESOR E. (1991). — Il sistema agro-alimentare italiano : filiere multinazionali e la dimensione spaziale dello sviluppo. In *La questione Agraria* n° 41, 1991.

GATTI S. (1989). — *Scelte di campo*, Venezia. Ed. Marsilio, 1989.

GRAZIANI A. (1973). — *L'economia italiana : 1945-1970*. Bologna, ed. Il mulino, 1973.

TRIVELLATO U. (1987). — (présenté par), *Attendibilità e tempestività delle stime di contabilità nazionale*. Padova, ed. Clueb, 1987.